

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 janvier 2025

---

PPRE INVITANT LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS À REFUSER LA RATIFICATION DE  
L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE L'UE ET LE MERCOSUR - (N° 695)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 6

présenté par

Mme Robert-Dehault, M. Bigot, M. Bovet, M. Buisson, M. Chenu, M. de Fleurian, M. Dragon,  
M. Guinot, Mme Hamolet, M. Jolly, Mme Le Pen, Mme Alexandra Masson, M. Pfeffer,  
M. Rambaud et Mme Josserand

-----

**ARTICLE UNIQUE**

Après l'alinéa 31, insérer l'alinéa suivant :

« 1 A) À inciter la Commission européenne à conduire une réelle et profonde réflexion sur l'excès de contraintes normatives européennes qui pèsent sur la compétitivité de notre agriculture ; ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Pendant que le reste du monde, notamment les États-Unis et les pays asiatiques, investissent dans des technologies d'avenir et mettent en œuvre un écosystème normatif au service de leur économie, l'Union européenne régleme et régule pour elle seule.

En effet, il est impossible de protéger et développer l'économie, l'industrie et l'agriculture européenne si on la laisse affronter une concurrence qui n'est pas soumise aux mêmes règles.

Dans ce saccage économique orchestrée par l'Union européenne, l'agriculture est un secteur particulièrement touché par des normes qui contraignent sa compétitivité et qui participent à son déclin. Nos agriculteurs doivent faire face à des réglementations très strictes sur l'usage de certains produits phytosanitaires autorisés dans de nombreuses régions du monde et à une politique de réglementation sur les émissions de gaz à effet de serre, qui touche particulièrement les élevages.

Dans le même temps et de manière contradictoire, l'Union européenne continue d'empiler des traités de libres échanges avec des régions du monde qui ne sont pas soumises aux mêmes contraintes et qui augmentent notre bilan carbone en matière d'importation.

Une réflexion au niveau européen doit être menée pour alléger les contraintes qui pèsent sur nos agriculteurs pour augmenter notre compétitivité agricole pour réduire notre dépendance aux importations extérieures.